



QUÉBEC

Les musulmans se plaignent de discrimination en emploi

Page A 3



ARCHE DE ZOÉ

Dix-huit personnes sont inculpées au Tchad

Page A 7

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 246

LE MARDI 30 OCTOBRE 2007

88c + TAXES = 1\$



Le premier ministre Stephen Harper saluant le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains, lors de leur rencontre officielle, hier, à Ottawa.

Pied de nez de Harper à la Chine

Le dalaï-lama désapprouve la guerre en Afghanistan

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper a fait un pied de nez à la Chine hier en recevant officiellement le dalaï-lama, jugeant «contre-productives» les attaques de Pékin contre le chef spirituel, qui mène une campagne pacifique pour l'indépendance du Tibet depuis qu'il s'est exilé en 1959. Ce dernier a profité de l'occasion pour lancer une pointe au Canada en manifestant son désaccord avec l'utilisation de la violence en Irak et en Afghanistan pour combattre le terrorisme.

Arrivé au Parlement en fin

d'avant-midi, le chef spirituel tibétain y a reçu officiellement le titre de citoyen honoraire du Canada. Il s'est ensuite entretenu avec M. Harper dans son bureau du Parlement, en présence de caméras de télévision et de photographes. Une rencontre placée sous le signe d'un soutien politique évident. C'était d'ailleurs la première fois que le leader bouddhiste était reçu dans un cadre officiel par un premier ministre canadien.

Le premier ministre a aussi profité de l'occasion pour lui faire cadeau d'une écharpe ornée

d'une feuille d'érable. La rencontre de 40 minutes a par la suite été jugée «historique» par Jason Kenney, secrétaire d'Etat au multiculturalisme, qui a invité la Chine, sans toutefois la nommer, à modérer ses attaques contre le leader bouddhiste.

«J'espère que le monde entier comprendra le message qu'il est contre-productif d'attaquer un moine bouddhiste pacifiste de 72 ans qui ne prône rien de plus que l'autonomie culturelle pour son peuple», a affirmé M. Kenney. Le dalaï-lama a également rencontré la gouver-

neure générale, Michaëlle Jean. Il devrait faire de même aujourd'hui avec les trois chefs des partis d'opposition à Ottawa.

Au cours d'un point de presse, le militant pacifiste a pris soin de préciser qu'il ne venait pas au Canada pour y livrer un discours politique. «Je viens ici sans message politique précis», a-t-il souligné. Le dalaï-lama a dit préférer s'en tenir à la promotion des valeurs humaines. Le leader bouddhiste a par la suite vanté le multiculturalisme canadien,

VOIR PAGE A 10: DALAÏ-LAMA

Le Bloc rejette le compromis sur le vote voilé

Pas question de refuser de se dévoiler devant un homme

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Au nom du respect de l'égalité des sexes, le Bloc québécois refuse d'offrir aux électrices voilées la possibilité de ne se découvrir le visage que devant des travailleurs d'élection féminins. Ne serait-ce que parce que le contraire, soutient le Bloc, serait jugé inacceptable.

Le parti souverainiste émet ainsi des objections quant au projet de loi déposé vendredi dernier par le gouvernement conservateur afin de rendre obligatoire la vérification visuelle de l'identité de tous les électeurs, y compris les femmes portant le niqab ou la burqa. Le texte législatif, qui ne relève pas la dimension religieuse du débat, donne au Directeur général des élections la latitude de désigner des «personnes» spéciales sur les lieux du vote pour procéder à la vérification de l'identité des femmes couvertes. Ce n'est qu'en entrevue que les ministres conservateurs Peter Van Loan (responsable de la réforme démocratique) et Lawrence Cannon (Transports) ont précisé qu'il s'agissait de nommer des femmes devant lesquelles les femmes voilées se découvriraient. Le Bloc s'y oppose.

Personne à Ottawa ne semblait partager l'opinion des bloquistes hier

«Le projet de loi met en péril le principe d'égalité entre hommes et femmes parce qu'il ouvre la porte à une possible sexualisation des fonctions d'un officier de l'Etat en rendant possible qu'un électeur ou une électrice puisse exiger d'être servi obligatoirement par un homme ou par une femme», a déclaré le député Michel Guimond pendant la période de questions.

Son chef, Gilles Duceppe, a ajouté que si l'on permettait à des femmes voilées de se découvrir devant des femmes, ces électrices pourraient à terme exiger de ne le faire que devant une autre femme.

M. Duceppe fait remarquer que la situation inverse serait jugée inacceptable, à savoir qu'un homme refuse d'entrer en relation avec une représentante de l'Etat simplement à cause de son sexe. «Ça mènerait par exemple des hommes à dire "Je ne veux pas être interrogé par une policière, mais par un policier." Il ne faut pas tomber dans ce piège-là.»

Rappelons qu'un cas presque identique avait soulevé l'ire de la population québécoise l'automne dernier — et avait contribué à la mise sur pied de la commission Bouchard-Taylor sur les

VOIR PAGE A 10: BLOC

IDÉES
Identité: Charest dénonce «l'esprit d'assiégés» de ses adversaires

À lire en page A 9



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Création d'un marché international du carbone

L'entente de Lisbonne scelle un «partenariat» entre l'Europe et des gouvernements nord-américains

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Quinze pays, États nord-américains et provinces canadiennes ont signé hier à Lisbonne au Portugal une entente en vue de créer un Partenariat pour une stratégie internationale sur le carbone (International Carbon Action Partnership).

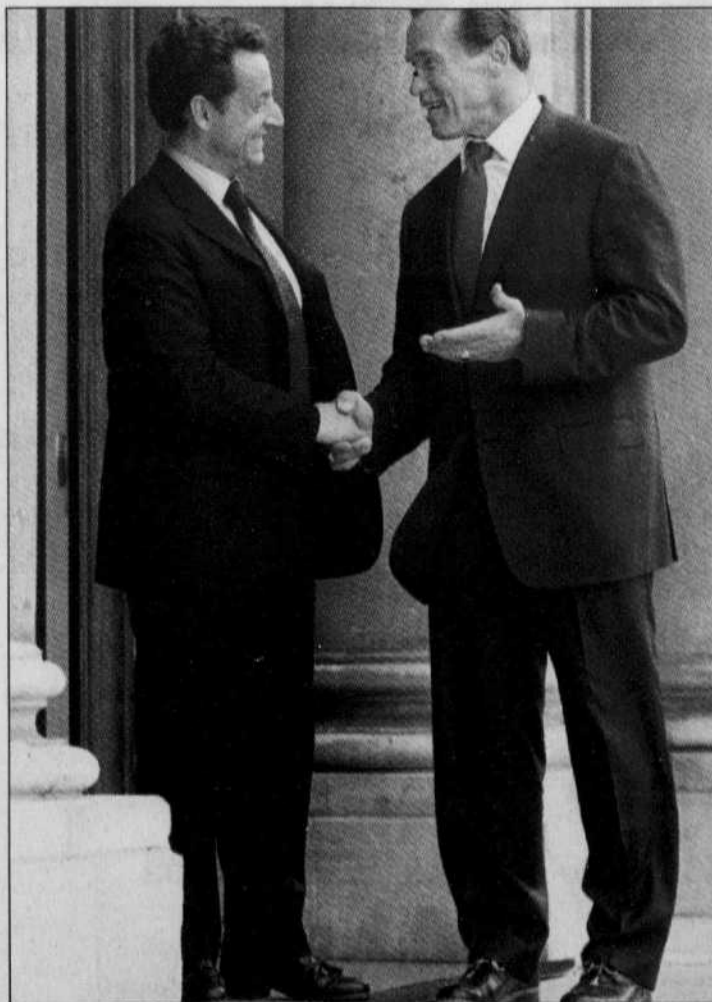
Ce partenariat, contrairement au Partenariat Asie-Pacifique du tandem Bush-Harper, vise explicitement à mettre en place à l'échelle internationale un marché de crédits

d'émissions de gaz à effet de serre (GES) qui regrouperait les trois principaux marchés existants ou en préparation.

L'entente de Lisbonne, signée hier notamment par le premier ministre de Colombie-Britannique, Gordon Campbell, regroupe quatre des huit États de la côte est des États-Unis regroupés au sein de la Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI) et sept des membres de la Western Climate Initiative (WCI), lancée par le gouverneur de la Californie,

VOIR PAGE A 10: CARBONE

■ Sarkozy s'engage à taxer les biens des pays non-Kyoto, page A 6



OLIVIER LABAN-MATTEI AGENCE FRANCE-PRESSE

Deux des instigateurs de l'entente de Lisbonne signée hier, le président français Nicolas Sarkozy et le gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger, s'étaient rencontrés à Paris en juin pour jeter les bases d'une coopération en environnement.

DÉRÈGLEMENTATION

Le milieu culturel québécois condamne la «dérive» du CRTC

PAUL CAUCHON

Coup de semonce envoyé hier au CRTC, ainsi qu'au gouvernement conservateur: pas moins de 18 associations de créateurs et d'entreprises culturelles ont condamné hier la «dérive» du CRTC en matière de réglementation, pressant la ministre du Patrimoine d'intervenir.

Cette bataille avait été amorcée lors du Gala de l'ADISQ dimanche soir, alors que le président de l'ADISQ, Paul Dupont-Hébert, avait dénoncé l'attitude du CRTC en direct sur les ondes de Radio-Canada, flanqué de trois présidents d'autres associations.

Mais c'est hier midi que l'on a pu en savoir plus sur cette protestation, appuyée par une très large coalition formée de l'Union des artistes, l'ADISQ, l'Union des écrivains, l'Association des réalisateurs, la Guilde des musiciens, le Regroupement des artistes en arts visuels, les différentes associations d'auteurs, le Conseil québécois de la musique, celui du théâtre et celui des métiers d'art, l'association des producteurs de films et de télévision, et ainsi de suite. En fait, c'est l'ensemble du milieu culturel qui voulait envoyer un message fort au gouvernement.

La coalition s'inquiète de la tendance du CRTC à vouloir dérég-

menter, et elle presse la ministre du Patrimoine, Josée Verner, d'utiliser son «pouvoir de directive» auprès du CRTC pour confirmer que les décisions du CRTC accordent «une place prépondérante à la culture et à l'apport social», et qu'on ne laisse pas les seules forces du marché primer.

«Le CRTC est en train d'abandonner le milieu culturel en mettant au second plan les objectifs de la Loi sur la radiodiffusion», soutient le président de l'Association de l'industrie du disque et du spectacle (ADISQ) Paul Dupont-Hébert. Il y a un détournement de mission qui s'accélère.»

«Le CRTC nous demande maintenant pourquoi il devrait continuer à réglementer. C'est le monde à l'envers», ajoute Claire Samson, p.-d.g. de l'Association des producteurs de films et de télévision du Québec.

L'inquiétude du milieu culturel s'appuie sur plusieurs décisions du CRTC depuis 1999, qui vont toutes dans le sens d'une déréglementation, une tendance qui s'accélère depuis un an, soutient la coalition.

Par exemple, en 1999 le CRTC avait changé sa réglementation sur le contenu canadien en soirée à la télévision, évitant des «objectifs» plutôt que des obligations. L'ACTRA, le regroupement des artistes

VOIR PAGE A 10: CRTC

INDEX

Annonces B 4
Avis publics .. B 5
Décès B 4
Idées A 9
Météo B 6
Mots croisés . B 6
Sudoku B 5
Télévision B 7

ACTUALITÉS

Commission Bouchard-Taylor

Les musulmans de Québec se plaignent de discrimination

Les politiciens se font aussi égratigner



Michel David

Québec, c'est loin

Les opposants à la construction d'un port méthanier à Lévis espèrent forcer le gouvernement Charest à reculer, comme il l'avait fait en 2004 dans le cas de la centrale thermique du Suroît.

Il est vrai que les deux projets ont beaucoup en commun, en commençant par un sérieux doute sur leur nécessité pour répondre aux besoins énergétiques du Québec. Dans le cas du Suroît, la Régie de l'énergie avait rejeté les prétentions du gouvernement, ce qui explique sans doute pourquoi il refuse maintenant de lui soumettre le projet Rabaska.

Le mouvement environnemental n'a cependant pas manifesté la même unité dans les deux cas. Ainsi, le groupe Équiterre ne participait pas officiellement à la manifestation qui a rassemblé 1000 personnes devant le Parlement, même si certains de ses membres y étaient. En principe, Greenpeace est également favorable à la conversion du mazout au gaz.

Surtout, l'environnement politique est très différent de ce qu'il était il y a quatre ans. Le projet du Suroît avait été lancé au moment où une série de décisions controversées avaient mobilisé une bonne partie de l'opinion publique contre le gouvernement Charest.

Quatre ans plus tard, c'est comme si la population avait appris à composer avec son insatisfaction à l'endroit des libéraux. Le PLQ et le premier ministre lui-même battent des records d'impopularité, mais la colère semble avoir fait place à l'indifférence.

Pour l'heure, la mobilisation contre le projet Rabaska ne déborde pas beaucoup la région de Québec. A Montréal, la question ne soulève pas des passions. S'il avait fallu que l'on propose la réalisation d'un projet aussi risqué sur le plan de l'environnement et de la sécurité à Longueuil... Mais Québec, c'est si loin.

Même si l'Unesco a élevé la capitale au rang de cité patrimoniale, le projet Rabaska ne suscite pas de réaction émotive comparable au tollé qu'avait soulevé le projet de vente d'une partie du mont Orford. Clément DesRochers n'est pas venue manifester dimanche. D'ailleurs, même à Québec, plusieurs sont réceptifs à l'argument du développement économique et de la création d'emplois.

♦ ♦ ♦

L'opposition au Suroît avait été amorcée par les autorités municipales de Beauharnois, qui détenaient un sérieux pouvoir de nuisance, tandis que la ville de Lévis a autorisé le projet Rabaska. Il est vrai que la municipalité voisine de Beaumont le conteste devant les tribunaux, mais aucune installation n'est prévue sur son territoire.

Le PQ était catégoriquement opposé au Suroît, tandis que l'ADQ, qui forme maintenant l'opposition officielle, appuie le projet Rabaska. Même si deux députés péquistes se sont mêlés aux manifestants, Camil Bouchard et Agnès Maltais ont manifesté à Québec dimanche, il est clair que le PQ tente de ménager la chèvre et le chou.

En prétextant l'absence d'un avis de la Régie de l'énergie, il veut se donner une bonne conscience écologique, sans s'aliéner définitivement l'électorat adéquate. L'échéance électorale est trop rapprochée pour être à cheval sur les principes. Et si jamais le PQ reprend le pouvoir, il trouvera sûrement de bonnes raisons de ne pas revenir sur la décision de l'ancien gouvernement.

À l'époque, les opposants au Suroît avaient eu la partie belle face au ministres des Ressources naturelles, Sam Hamad, qui avait alors donné toute la mesure de sa maladresse. Le pauvre homme avait été complètement dépassé, à tel point que le premier ministre avait saisi la première occasion de le renvoyer sur les banquettes arrière. Seule l'hécatombe de sièges libéraux dans la région de Québec le 26 mars dernier explique son retour au cabinet.

Remarque, M. Hamad n'était pas seul en cause. Maintenant que Thomas Mulcair est devenu une sorte de héros et qu'il pourfend le projet Rabaska, plus personne ne se souvient qu'à l'époque où il était ministre de l'Environnement, il avait lui-même présenté le projet du Suroît au Conseil des ministres, mais cela est une autre histoire.

♦ ♦ ♦

Le nouveau ministre des Ressources naturelles, Claude Béchar, est devenu l'exécutif des basses œuvres du gouvernement Charest. Il n'a manifestement tiré aucune leçon de sa mauvaise expérience dans l'affaire du mont Orford.

M. Béchar est cependant un politicien bien plus roublard que M. Hamad. Rares sont ceux qui n'éprouvent aucune gêne à agir avec une mauvaise foi aussi manifeste. Au départ, il laissait entendre que le gouvernement n'avait presque pas à intervenir dans le dossier Rabaska. N'existe-t-il pas des organismes qui ont précisément le mandat de faire prévaloir l'intérêt public?

Au bout du compte, le gouvernement a imposé le projet. La ministre de l'Environnement, Line Beauchamp, peut toujours se retrancher derrière le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), mais son collègue de l'Agriculture, Laurent Lessard, a laissé bafouer sans mot dire l'autorité de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), dont le président est assez ironiquement un ancien ministre libéral de la Justice.

Il est vrai que M. Lessard ne semble pas toujours très bien comprendre son rôle. Durant le précédent mandat libéral, sa première intervention à l'Assemblée nationale en qualité de ministre du Travail avait consisté à faire l'apologie de Wal-Mart, qui venait tout juste de fermer son magasin de Jonquière pour empêcher le syndicat d'y entrer.

Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, qui est également le ministre responsable de la région de Québec, n'a tenu aucun compte des objections du département de santé publique. Pourtant, lors du débat sur l'emplacement du CHUM, il avait fait grand cas de l'avis du DSP de Montréal. Il est vrai qu'à l'époque, il était député de Mont-Royal.

Il faut dire que les promoteurs du projet Rabaska — Gaz de France, Power Corporation, la Caisse de dépôt — ont les moyens d'être très convaincants. Si jamais le projet avorte, ce ne sera pas sous la pression de l'opinion publique, comme dans le cas du Suroît, mais plutôt sur l'ordre de la cour ou en raison de problèmes d'approvisionnement en gaz.

m david@ledevoir.com

Les musulmans de la grande région de Québec sont en colère. Ils dénoncent la discrimination dont ils sont l'objet en matière d'emploi et accusent les politiciens, tous partis confondus, de faire de la récupération politique sur leur dos.

ROBERT DUTRISAC

Québec — Les musulmans de la grande région de Québec se disent victimes d'une grave discrimination en matière d'emploi, une situation qui touche tout particulièrement les musulmanes qui portent le hijab. Ce phénomène serait d'ailleurs bien plus marqué à Québec qu'à Montréal.

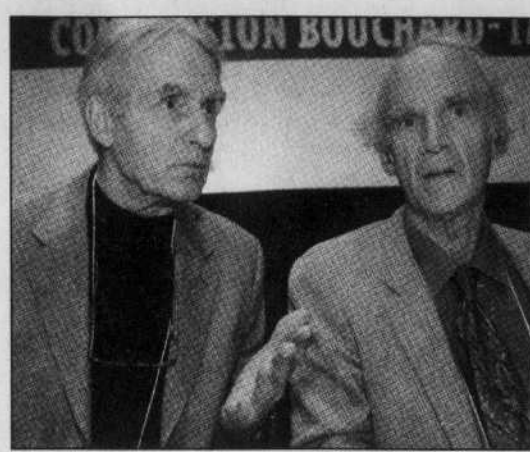
C'est ce que le président du Centre culturel islamique de Québec (CCIQ), Habib Fathallah, et la directrice des affaires internes de l'organisme, Fatima Zahra Benjelloun, sont venus livrer devant la commission Bouchard-Taylor qui est de passage à Québec. Le région de la Capitale-Nationale abrite entre 5000 et 6000 Québécois de confession musulmane, soit moins de 4 % des 155 000 musulmans que compte le Québec.

«Les musulmanes, et plus particulièrement les musulmanes qui portent le foulard, vivent gravement cette situation», a signalé M. Fathallah. «Je connais une dizaine de musulmanes qui ont des doctorats et qui n'ont pas d'emplois.» Chercheur à l'Université Laval, M. Fathallah vit à Québec depuis 13 ans.

Le président du CCIQ, un organisme créé il y a 22 ans, n'est pas tendre envers les politiciens. Selon lui, l'enjeu des accommodements raisonnables a eu un impact majeur lors des dernières élections. Cette crise a été utilisée à des fins politiques et électoralistes, «ce qui a permis à l'Action démocratique du Québec d'accéder au statut d'opposition officielle», constate le CCIQ dans son mémoire.

M. Fathallah dénonce le projet de loi du gouvernement Harper, ainsi que celui que s'approprie à déposer le gouvernement Charest, visant à obliger les musulmanes à se dévoiler pour voter. «C'est un exemple parfait de la récupération politique et de la récupération [faite par les] médias», a accusé M. Fathallah.

Les musulmanes voilées n'ont jamais demandé à voter voilées et elles enlèvent d'ailleurs leur niqab à la douane, a souligné Mme Benjelloun, qui, elle-même, porte le hijab. Pour les deux représentants du CCIQ, c'est un problème qui n'existe pas. «C'est sur leur dos [des femmes qui portent le voile] qu'on fait tous ces débats-là pour stigmatiser encore davantage la communauté musulmane», s'est insurgé M. Fathallah.



Les commissaires Gérard Bouchard et Charles Taylor sont à Québec pour quelques jours.

La CCIQ accuse les médias de se livrer au sensationnalisme quand ils traitent d'accommodements raisonnables, en montant en épingle la pose de vitres co-présidentielles au YMCA ou un passe-droit accordé par un propriétaire de cabane à sucre qui n'ont

rien à voir avec des accommodements raisonnables au sens de la Charte des droits de la personne. «Cette situation alimente la crainte, la peur, une montée d'intolérance et du racisme», estime Mme Benjelloun. Une jeune chargée de cours de l'UQTR, Farah Bérubé, est d'ailleurs venue dire à la commission que les médias de masse faisaient preuve de «racisme structuraliste», un racisme «plus rusé» en diffusant «une fausse représentation de la diversité», ce qui alimente la méfiance chez les «natifs».

Au regard du port du hijab ou de tout autre signe religieux, le CCIQ est d'avis que «priver la femme de faire un choix d'habit sous prétexte de laïcité ou autres, représente une forme d'oppression». Répondant à une question de Gérard Bouchard, Mme Benjelloun estime que les musulmanes, même dans une fonction gouvernementale ou comme juge, devraient pouvoir porter le foulard. C'est un choix librement consenti, a-t-elle soutenu. «Juridiquement parlant, il n'existe pas à notre connaissance de normes établies d'habillement», a fait valoir Mme Benjelloun, qui prône une laïcité «ouverte» permettant «l'indissociable expression de foi aussi bien dans la sphère privée que dans le domaine public».

Le Devoir

Un intervenant se fait rabrouer

Québec — Le coprésident de la commission sur les accommodements raisonnables, Gérard Bouchard, a enlevé le droit de parole à un individu qui s'en prenait à la propagation de la nourriture casher au Québec. «Vous tenez des propos antisémites inadmissibles», a lancé M. Bouchard à l'endroit de Jacques Filiatreault, hier soir, lors du forum de la commission tenu dans la Vieille Capitale.

M. Filiatreault se plaignait du fait que plusieurs entreprises alimentaires vendaient des produits casher comme du beurre d'arachides ou du miel, ce qui en faisait augmenter le prix. M. Bouchard a souligné que cette affirmation est fautive et que le prix de ces produits n'est pas plus cher à cause de la certification casher. Cet incident a malheureusement jeté dans l'ombre plusieurs interventions de qualité d'une cinquantaine d'intervenants qui ont témoigné en soirée devant la commission.

Emilia Castro, militante syndicale et féministe qui a fui le Chili d'Augusto Pinochet en 1974, a regretté que les COFI, les centres d'orientation et de formation des immigrants, n'existent plus. «Ils nous ont permis d'écouter Vigneault, Félix Leclerc, m'ont amené au théâtre. Mais les restrictions budgétaires ont coupé les COFI. Comment les gens qui arrivent ici peuvent-ils maintenant ap-

prendre les valeurs d'ici?», s'est demandé Mme Castro. Louisa Blair, qui parraine des réfugiés, a demandé aux Québécois d'accueillir davantage les immigrants.

Mme Lorraine O'Donnell a revendiqué le droit des femmes de s'habiller comme elles l'entendent. Elle a plaidé pour que trois mots reviennent plus souvent dans le débat: tolérance, compromis et partage.

Lisa Côté, qui a vécu pendant plusieurs années au Japon, a raconté que certains symboles religieux japonais sont devenus avec le temps des symboles culturels. Il devrait en être ainsi avec certains symboles au Québec qui ont perdu de leur valeur religieuse et qui font maintenant partie de la culture populaire.

Le coprésident Gérard Bouchard a résumé la journée en disant qu'il avait entendu deux types de discours: celui des Québécois d'ouverture, partisans de l'intégration, de la réduction du clivage nous-eux, prêts à concéder des accommodements, et le discours des Québécois rongés d'inquiétude, d'insécurité, qui ont peur de disparaître ou de perdre leur langue. «Cette seconde attitude risque de déclencher chez les immigrants l'effet contraire, que nous voulons éviter», a-t-il dit.

La Presse canadienne

Les immigrantes s'appauvrissent à la troisième génération

ALEXANDRE SHIELDS

Les femmes nées au Canada de parents immigrants risquent de mieux s'en tirer sur le plan économique que leurs propres filles, selon une étude de Statistique Canada intitulée *L'intégration économique des enfants d'immigrants*. Est-ce là une très mauvaise nouvelle? Pas nécessairement, répond l'auteur du document, Boris Palameta, qui y voit le signe d'une possible meilleure intégration sociale.

Selon les résultats de cette étude pancanadienne, «les jeunes femmes ont les deux parents sont immigrants avaient des gains horaires et annuels nettement plus élevés que celles dont les parents sont nés au Canada». M. Palameta précise que la différence est de 15 % pour le salaire horaire et de 40 % pour le revenu annuel.

Environ la moitié de l'avantage lié aux gains horaires des femmes de la deuxième génération peut s'expliquer par la «répartition géographique». Pendant toute la durée de l'étude, les trois quarts des jeunes Canadiens dont les deux parents sont immigrants étaient concentrés en Ontario et en Colombie-Britannique, et plus des trois quarts vivaient dans de grands centres urbains. «Ces femmes ont donc un meilleur accès aux bons emplois», souligne Boris Palameta.

Le chercheur ajoute qu'elles ont tendance à se marier et à fonder une famille plus tardivement, ce qui influe considérablement sur le nombre

d'heures travaillées et le revenu annuel.

En effet, à la fin de la période de six ans que durait l'étude, alors qu'elles avaient atteint l'âge de 22 à 34 ans, moins de la moitié des femmes dont les deux parents sont immigrants s'étaient mariées. Seulement un tiers avaient donné naissance à un enfant ou en avaient adopté ou élevé un. Par contre, plus de 60 % de celles dont les parents sont nés au Canada s'étaient mariées et près de la moitié avaient eu des enfants.

La situation varie effectivement beaucoup à la troisième génération. Il s'agit peut-être d'un signal révélateur d'une plus grande intégration à la société canadienne, selon M. Palameta. «À la troisième génération, elles décident d'avoir des enfants plus jeunes, sans craindre pour autant d'être plus "pauvres", explique-t-il. Elles ont souvent des priorités différentes. Elles s'installent davantage dans des régions où la prospérité est peut-être moins grande, mais où la qualité de vie est meilleure.»

L'auteur a ainsi constaté que la moitié de ces femmes vivaient dans des régions économiquement moins prospères, telles que le Canada atlantique, le Québec, le Manitoba et la Saskatchewan. Environ 60 % vivaient dans de petites villes et dans des régions rurales. Elles vivent aussi moins longtemps au domicile parental.

Hommes en difficulté

La situation est fort différente chez les jeunes

hommes de la deuxième génération. L'étude a permis de constater «un faible avantage ayant trait aux gains horaires ou annuels par rapport à leurs homologues masculins de la troisième génération et des générations suivantes».

En fait, il était difficile, indique Boris Palameta, de faire des généralisations au sujet des jeunes hommes de la deuxième génération puisqu'ils avaient tendance à avoir des gains plus hétérogènes que leurs homologues féminins. «Une partie de cette hétérogénéité supplémentaire était attribuable au fait que l'appartenance à une minorité visible n'avait pas d'effet sur les gains des femmes, mais que cet effet était considérable chez les hommes», peut-on lire dans le document.

L'étude révèle d'ailleurs que, parmi les jeunes hommes nés au Canada de deux parents immigrants, «les minorités visibles s'en sortaient nettement moins bien». Leurs gains étaient considérablement moins élevés que ceux des jeunes hommes dont les parents sont nés au Canada. En revanche, les gains des hommes de la deuxième génération qui n'appartenaient pas à une minorité visible n'étaient pas différents de ceux des hommes dont les parents sont nés au Canada.

L'étude a porté sur des personnes âgées de 17 à 29 ans au cours de deux périodes de six ans, entre 1996 et 2004.

Le Devoir



Pamela GUNNING
Rachel LALONDE
Wynanne WATTS

A TINY TWIST TO ENGLISH

ANGLAIS LANGUE SECONDE 1^{er} cycle du primaire

We're with you every step of the way.

LIDEC Inc.
514-843-5991En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.François Gendron
avocat

L.L.L., M.A., Ph.D.

Montréal
514.845.5545POUR VOUS TIRER
D'EMBARRAS

AVIS DE NOMINATION

MICHEL LAMOUREUX

Le fondateur du Cirque du Soleil®, Guy Laliberté, est heureux d'annoncer la nomination de Michel Lamoureux à titre de directeur général de la Fondation ONE DROP.

La Fondation ONE DROP a pour mission de lutter contre la pauvreté en donnant à chacun accès à l'eau et en favorisant, tant au Nord qu'au Sud, l'utilisation responsable de ce patrimoine commun. En plus de mettre en œuvre des projets d'accès à l'eau, ONE DROP fait appel aux arts et à la culture pour sensibiliser et mobiliser la population. M. Lamoureux dirigera l'ensemble des opérations de la fondation et sera responsable d'en assurer le développement stratégique et le rayonnement international.

Michel Lamoureux compte plus de 25 ans d'expérience en communications, en relations gouvernementales et en philanthropie. Avant de débuter ce mandat, M. Lamoureux était directeur général de la Fondation du Musée des beaux-arts de Montréal. Auparavant, il a occupé les postes de président et chef de la direction de la Fondation de l'Université Laval, de directeur général de la Fondation Charles E. Frost pour les soins de santé et de vice-président, Relations extérieures, de la Fondation canadienne pour l'Innovation.

ACTUALITÉS

DALAI-LAMA

SUITE DE LA PAGE 1

estimant que la Chine devrait s'en inspirer sur la façon de «promouvoir l'unité sur la base du respect mutuel».

Interrogé sur l'Afghanistan où le Canada a déployé un contingent de 2500 soldats pour lutter contre les talibans, le dalaï-lama a souligné que «la non-violence est la meilleure voie pour régler les problèmes». Il s'est dit en désaccord avec l'utilisation de la violence en Irak et en Afghanistan pour combattre le terrorisme. M. Kenney a d'ailleurs semblé embarrassé par les propos du chef spirituel, indiquant que ce sujet n'avait pas été soulevé avec M. Harper. Il a ensuite mis rapidement fin aux questions des journalistes. Il a cependant rappelé que 80 % des Canadiens approuvaient sa visite.

Chinois furieux

La Chine s'est évidemment insurgée contre cette visite on ne peut plus officielle, et des responsables de l'ambassade de Chine à Ottawa ont fait part du mécontentement des autorités chinoises, lors d'une conférence de presse tenue en fin de journée.

«Il s'agit d'une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Chine, et cela a durement heurté les sentiments de la population chinoise et va sérieusement menacer les relations entre la Chine et le Canada», a affirmé le conseiller politique Sun Lushan, qui s'est abstenu de préciser quelles pourraient être les conséquences concrètes de cette affaire.

Il a ajouté: «Si vous faites quelque chose pour interrompre le cours normal des échanges commerciaux entre les deux parties, l'une et l'autre seront affectées et, fondamentalement, les intérêts des deux parties et des deux peuples seront affectés.»

Les menaces de la Chine, dont le Canada constitue le 10^e partenaire commercial, sont à peine voilées. Le gouvernement chinois a d'ailleurs été très critique envers toute l'attention apportée au dalaï-lama par les leaders occidentaux au cours des derniers mois et a déclaré qu'il y aurait des répercussions.

Jason Kenney a toutefois clairement fait savoir hier que le gouvernement fédéral demeurerait imperturbable. Il a fait remarquer que les exportations canadiennes en Chine et que le tourisme chinois avaient en fait augmenté lors de l'année ayant suivi l'octroi par Ottawa du titre de citoyen d'honneur au dalaï-lama.

Il y a quelques mois, Stephen Harper avait déjà soutenu que les questions commerciales ne dictaient pas la politique canadienne en matière de droits de la personne. En 2004, le premier ministre libéral de l'époque, Paul Martin, avait lui aussi rencontré le dalaï-lama, mais dans un lieu neutre, pour éviter de froiser les Chinois.

Frictions

Les relations entre le Canada et la Chine, déjà marquées par des frictions depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir à Ottawa au début 2006, ont connu un regain de tension ces derniers mois, à propos du cas de Huseyin Celil, un imam canadien d'origine chinoise condamné à la prison en Chine.

Dans un communiqué adressé au quotidien *The Globe and Mail*, le ministère chinois des Affaires étrangères a aussi accusé le dalaï-lama de masquer ses activités séparatistes sous son rôle religieux. «À plusieurs reprises, la Chine a émis des représentations solennelles au Canada à propos de la visite du dalaï-lama», souligne le ministère.

«Nous demandons au Canada de clairement comprendre la nature des activités séparatistes du dalaï-lama, de prendre au sérieux les graves inquiétudes de la Chine, de ne pas autoriser le dalaï-lama à se rendre au Canada et à utiliser son territoire pour diviser la Chine, et de ne rien faire qui puisse nuire aux relations sino-canadiennes», ajoute le message.

Lors de la visite du chef spirituel tibétain, en 2004, la Chine avait tenté de dissuader M. Martin de le rencontrer en le comparant aux souverainistes québécois. «Nous espérons que le Canada, qui a ses propres problèmes avec le Québec, comprendra notre position», avait alors souligné l'ambassade chinoise à Ottawa, par voie de communiqué.

Par ailleurs, évoquant sa rencontre avec George W. Bush, le dalaï-lama a indiqué hier qu'il avait des réserves sur sa politique, en Irak et en Afghanistan. «Je lui ai dit directement: "en ce qui concerne certaines de vos politiques j'ai des réserves, mais en tant que personne je vous aime"», a-t-il dit à la presse avant sa rencontre avec le premier ministre canadien. Le 17 octobre, le dalaï-lama avait, lors d'une visite aux États-Unis, reçu la médaille d'or du Congrès américain en présence du président Bush, provoquant déjà la colère des autorités chinoises.

Pékin avait vivement protesté lorsque le chef spirituel tibétain avait été honoré la semaine dernière par le président George W. Bush et le Congrès américain. Le Prix Nobel de la paix de 1989 a aussi rencontré dernièrement le premier ministre australien, John Howard, et la chancelière allemande, Angela Merkel.

Le Devoir

Avec l'Agence France-Presse,
La Presse canadienne et Reuters



CHRIS WATTIE REUTERS

Rencontre dans la bonne humeur entre le dalaï-lama et la gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, hier, à Rideau Hall.

SUITE DE LA PAGE 1

accommodements raisonnables. Des journalistes avaient mis la main sur une brochure du Service de police de la Ville de Montréal avertissant les policières qu'elles auraient parfois à s'effacer au profit de leur collègue masculin lorsqu'elles interrogeaient des membres de la communauté juive hassidique.

«Selon la Torah, le livre saint des juifs, les hommes ne devraient pas fraterniser avec les femmes», était-il écrit, concluant que, parfois, il n'y avait rien d'autre à faire que de «faire intervenir votre collègue masculin». La Fraternité des policiers de Montréal s'était insurgée contre ce conseil.

Le Bloc isolé

Personne à Ottawa ne semblait pourtant partager l'opinion des bloquistes hier. Les conservateurs comme les libéraux se sont limités à souligner l'importance de vérifier l'identité des électeurs sans s'inquiéter de la caution idéologique qui serait du coup

apportée à certaines croyances religieuses.

Ainsi, le secrétaire d'État conservateur Jason Kenney (Multiculturalisme et Identité canadienne) y voit un compromis «raisonnable». «Je crois que le projet de loi est bien développé, a-t-il dit à la sortie de la Chambre des communes. C'est un équilibre entre la volonté du Parlement d'avoir une vérification d'identité personnelle d'une façon qui est flexible au niveau culturel.» Son collègue, M. Cannon, a simplement ajouté que la question pourrait être discutée en comité parlementaire.

Du côté libéral non plus, on ne voyait pas le problème. «Il ne faut pas exagérer, a lancé Michael Ignatieff. La mixité, la sexualisation, tout ça c'est un peu exagéré, non? Il faut trouver des solutions pragmatiques, concrètes, valables qui respectent les croyances des musulmans et le devoir absolu de s'identifier.» Le chef du NPD, Jack Layton, croit quant à lui que toute cette question n'est pas prioritaire puisque aucune demande n'avait été formulée par la communauté musulmane.

Le projet de loi conservateur laisse encore la latitude au Directeur général des élections (DGE) de nommer ou non des femmes responsables de vérifier l'identité des électrices voilées. Le Bloc québécois estime que le législateur doit au contraire prendre ses responsabilités en donnant des consignes claires au DGE. Afin d'éviter une pagaille similaire à celle ayant entouré les élections partielles de septembre quand le jugement du DGE, Marc Mayrand, sur cette question avait été mis en doute. Sinon, croit M. Duceppe, «on revient au point de départ».

Le député Michel Guimond avait pris le gouvernement conservateur de vitesse en déposant trois jours avant lui un projet de loi de son cru imposant la vérification visuelle de l'identité. Ce projet de loi disait simplement que les électeurs devaient se présenter «à visage découvert» et ne parlait pas de nomination de personnes spéciales — formule codée pour désigner une femme — atitrées à la vérification de l'identité.

Le Devoir

CRTC

Plusieurs groupes voulaient des exigences plus strictes en matière de contenu canadien, mais le CRTC a plutôt choisi de libéraliser la publicité en ondes

SUITE DE LA PAGE 1

canadiens-anglais, soutient qu'en trois ans le nombre d'heures de fictions canadiennes le soir est ainsi passé de douze à une ou deux.

La coalition s'en prend aussi aux licences de radio satellite qui ont été accordées en 2005 à des entreprises qui diffusent massivement des stations américaines.

Elle s'en prend à la récente politique sur la télévision: plusieurs groupes revendiquaient des exigences plus strictes en matière de contenu canadien, mais le CRTC a plutôt choisi de libéraliser la publicité en ondes.

Les associations brandissent également des déclarations du président du CRTC, Konrad von Fickenstein, qui invite l'ensemble du milieu à un grand

effort de dérégulation. «Nous sommes tous extrêmement inquiets» soutient Raymond Legault, président de l'Union des artistes, alors que la réglementation a permis depuis 30 ans de soutenir et mieux développer la culture d'ici, dit-il.

La coalition déplore également que le CRTC ait choisi de ne pas réglementer Internet en 1999. Mais personne n'a pu indiquer clairement hier quelle sorte de réglementation pourrait s'appliquer à Internet.

Respecter la loi

Au CRTC, on tentait hier de calmer le jeu. Oui, l'organisme veut simplifier sa réglementation, déclare Denis Carmel, porte-parole du CRTC, mais «il faut que ça respecte la Loi sur la radiodiffusion. L'application stricte des règles du marché serait impensable, car

la Loi est incontournable. Et dans cette loi il y a deux choses fondamentales: le contenu canadien, et l'accessibilité de la radiodiffusion à tous les publics».

Denis Carmel cite également d'autres discours du président du CRTC qui affirme que «notre but est une réglementation qui soit plus souple et plus intelligente».

Interpellée sur cette prise de position hier, la ministre Josée Verner a répondu ceci: «Notre gouvernement s'est fermement engagé à promouvoir notre culture canadienne, notre culture québécoise [...] Les objectifs de la Loi sur la radiodiffusion sont culturels et sociaux, et non pas seulement économiques.»

La ministre a promis dimanche soir au président de l'ADISQ de le rencontrer pour discuter de la question.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les dirigeants de quatre associations en colère contre le CRTC: Richard Hardacre, de l'ACTRA (la grande association d'artistes canadiens-anglais), Raymond Legault, de l'Union des artistes, Paul Dupont-Hébert, de l'ADISQ, et Claire Samson, de l'Association des producteurs de films et de télévision du Québec.

CARBONE

Les leaders se coordonnent

Arnold Schwarzenegger. Le Québec, qui pourrait facilement devenir le premier territoire nord-américain à atteindre les objectifs de Kyoto s'il renforce son plan de réduction de ses émissions, brillait par son absence à cette rencontre.

Son absence a été d'autant plus remarquée qu'il souhaite voir naître à Montréal la première bourse canadienne du carbone, ce qui exigerait de sa part un plafonnement de ses émissions pour donner une base à un marché d'échanges de crédits sur son territoire. Le responsable du Plan québécois de lutte contre les changements climatiques, Michel-Noël de Tilly, n'a pas assisté à cette rencontre où, en plus de la Colombie-Britannique, le Manitoba était représenté.

Tous les États signataires européens, comme la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, ainsi que la Norvège et la Nouvelle-Zélande, ont convenu avec les membres états-uniens du RGGI et du WCI d'imposer à leurs principaux émetteurs une réduction réglementaire de leurs émissions de GES en même temps qu'ils vont mettre à leur disposition un marché réglementé de crédits d'émissions afin de favoriser l'atteinte des objectifs au meilleur coût pour leurs entreprises.

Le Québec, dont le plan de lutte contre les changements climatiques s'en tient à des mesures volontaires pour l'instant, «examine la possibilité d'adhérer» au WCI du gouverneur Schwarzenegger d'autant plus «que les entreprises d'ici le réclament», a déclaré hier au Devoir Philippe Cannon, l'attaché de presse de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp. Cette dernière est responsable de l'atteinte des objectifs de Kyoto par le Québec, ce qui sera possible uniquement si Québec étoffe son plan actuel, a déjà admis la ministre. Mais son porte-parole ne pouvait pas préciser hier quel était l'échéancier du gouvernement Charest quant au renforcement du plan québécois ou de son adhésion éventuelle au WCI.

Les signataires de l'entente de Lisbonne veulent instituer chez eux des mesures très précises des émissions, mettre en place des règles communes sur le suivi et la vérification des émissions et des crédits qui rendent les échanges rigoureux et compatibles.

Ils entendent par ailleurs — surtout les États américains qui ne veulent pas rater ce train en marche — jeter conjointement les bases du système international d'échanges de crédits, prévu par le protocole de Kyoto, par des approches communes basées sur les règles du marché. Cette approche, disent-ils, stimulera par une incitation financière concrète et permanente la recherche et la mise en place de technologies moins dommageables pour le climat.

Un tel marché, indique la déclaration signée hier par les participants à la conférence de Lisbonne, entend aussi encourager les investisseurs par un très fort signal donné aux marchés pour leur signifier qu'ils doivent désormais miser sur des technologies moins riches en carbone, expliquait au Devoir Bill Maile, l'attaché de presse du gouverneur Schwarzenegger.

Ce dernier, retenu en Californie en raison de l'état d'urgence institué à la suite des grands incendies qui ravagent cette région, a déclaré par téléconférence aux participants que cette initiative internationale, qui réunit des pays, des États et des provinces, constituait «un engagement révolutionnaire».

«Nous avons la responsabilité, a-t-il dit, d'assumer l'intendance de notre environnement et de mettre au point des solutions qui nous unissent et non des engagements en forme de demi-mesures. Mais soyons clairs: en laissant au marché le pouvoir d'amorcer les véritables réductions de GES, il y aura des gagnants et des perdants. Certaines entreprises vont en profiter pour prospérer alors que d'autres vont devoir payer pour leur production excédentaire de GES. Mais nous savons qu'au bout du compte le plus grand gagnant, ce sera notre planète.»

Quant au premier ministre Campbell de Colombie-Britannique, nommé remercié par le gouverneur Schwarzenegger dans son discours transmis par satellite, il a déclaré: «S'attaquer aux changements climatiques exige une coopération internationale et une collaboration comme nous n'en avons jamais vu dans le passé. Il est vital, au moment où nous structurons nos propres marchés, de nous synchroniser avec d'autres provinces, États, nations et continents. Le partenariat dont nous avons convenu aujourd'hui ouvre la porte, pour la première fois, à toute forme de gouvernements dans le monde pour partager des idées, de nouvelles technologies, et finalement pour participer à la création du premier marché d'échanges de crédits d'émissions mondial jamais mis sur pied.»

Les signataires de l'entente de Lisbonne ont reconu dans leur Déclaration, adoptée durant la journée d'hier, que le récent rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) constituait un constat qui commande des actions immédiates et énergiques à l'échelle planétaire. Ils précisaient même qu'ils appuient les efforts de l'ONU pour favoriser un engagement élargi de tous les pays de la planète dans le cadre du protocole de Kyoto, une première de façon officielle pour des États américains et un pied de nez majeur à la Maison-Blanche.

La rencontre de Lisbonne fait suite à une autre rencontre qui a réuni, la semaine dernière à Bali, en Indonésie, une quarantaine de pays prêts à négocier un prolongement du protocole de Kyoto après 2012. La réunion informelle, qui regroupait des partenaires du protocole, visait à préparer la négociation officielle qui va réunir à Bali au début de décembre les 191 pays membres, soit du protocole ou de la Convention de Rio sur les changements climatiques, pour tracer la feuille de route des négociations qui devraient permettre d'élargir la lutte internationale contre le réchauffement du climat.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux de Le Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,
Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Saint-Jacques, Québec. Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

LES SPORTS

Le Canadien

Carey Price joue son premier match devant le public du Centre Bell, ce soir

FRANÇOIS LEMENU

La performance de Carey Price lors des tirs de barrage à Pittsburgh aurait suffi à convaincre Guy Carbonneau de l'envoyer contre les Thrashers d'Atlanta. Selon l'entraîneur du Canadien, le brio affiché par le jeune gardien pendant la fusillade n'a été qu'un facteur parmi d'autres dans sa décision de lui confier le filet ce soir.

«Il a bien joué dans l'ensemble, pas seulement durant la fusillade, a expliqué Carbo. On attendait aussi le moment parfait pour l'envoyer dans la mêlée à Montréal. On croit que ce moment est arrivé. Il en sera à un deuxième match de suite. Et comme il a bien fait, il n'a pas de doute dans sa tête. Il n'aura pas non plus à attendre une semaine avant de jouer.»

Carbonneau a indiqué s'être entretenu avec Cristobal Huet. «Je lui ai donné mes raisons et il a compris. Il n'a pas de problème avec ça, a dit Carbo. Cristobal jouera jeudi contre Philadelphie.»

Price a suscité l'admiration, samedi soir, en repoussant huit lancers avant qu'Andreï Markov ne marque contre Dany Sabourin pour mettre fin à la rencontre. Il se dit maintenant prêt à jouer au Centre Bell. «J'ai hâte, dit-il. J'ai déjà joué à Montréal dans des matchs préparatoires. Mais un match de saison, c'est différent. C'est vraiment excitant.»

Le jeune gardien de 20 ans en sera à

son quatrième départ dans la Ligue nationale, ayant disputé une rencontre à Ottawa et deux à Pittsburgh.

«J'étais déjà plus à l'aise à mon deuxième match, dit-il. Je commence à m'habituer au rythme de la Ligue nationale.»

Malgré la victoire contre les Penguins, Price se disait insatisfait de son jeu. «Je peux faire mieux. J'estime avoir livré une performance très ordinaire. La fusillade a permis de me racheter.»

En trois matchs, il a maintenu un dossier de 2-1-0, une moyenne de 2,93 et un taux d'efficacité de ,893.

Price sera opposé à Johan Hedberg. Le Suédois en sera à un septième match de suite depuis qu'il a remplacé le gardien titulaire Kari Lehtonen. Celui-ci soigne une blessure à l'aîne et la date de son retour demeure indéterminée.

En huit matchs, Hedberg présente un dossier de 3-4-0, une moyenne de 3,78 et un taux d'arrêts de ,885.

Se méfier des Thrashers

Un match-piège attend donc le Canadien, ce soir, au Centre Bell. Vainqueur à ses quatre dernières rencontres, le Tricolore va se frotter aux Thrashers d'Atlanta, la pire formation de l'Association Est. La tentation de lever le pied sera grande pour les joueurs de Guy Carbonneau qui se retrouveront face à un rival de niveau inférieur. En apparence du moins.

«On ne considère pas les Thrashers comme des proies faciles, prévient Christopher Higgins. Ils ont des joueurs de talent capables de changer l'allure d'un match très rapidement.»

Ilya Kovalchuk occupe le premier rang des pointeurs de l'équipe. Le Russe a récolté 12 points dont six buts. Il a aussi fait la différence aux tirs de barrage, mardi dernier, à Toronto. Les Thrashers missent aussi sur Vyacheslav Kozlov (4-1-5) et Marian Hossa (2-1-3).

Selon Higgins, le Canadien ne risque pas de pêcher par excès de confiance. «On va jouer devant nos partisans. Notre niveau d'intensité sera aussi élevé qu'à l'étranger, assure-t-il. On a aussi une belle série de victoires à maintenir. On veut la poursuivre le plus longtemps possible.»

Les Thrashers ont subi la défaite à leurs six premiers matchs, ce qui a mené au congédiement de l'entraîneur Bob Hartley. Depuis, l'équipe a conservé un dossier de 3-2-0 sous la direction du directeur général Don Waddell.

«Les Thrashers veulent racheter leur mauvais départ, fait valoir Patrice Brisebois. Ils vont vouloir nous prendre deux points sur notre glace. Pour l'emporter, il faudra travailler plus fort qu'eux tout en respectant notre plan de match», ajoute le vétéran défenseur.

La Presse canadienne

ET PUIS EUH



Jean Dion

Des morceaux de viande

C'est votre faute. Il paraît que vous ne prêtez pas assez attention aux annonces que l'on intercale dans la programmation télédiffusée afin de vous informer des excellents produits et services qui vous rendraient enfin heureux si vous vous les procuriez. Il paraît qu'au moment critique, vous pitonnez et changez trop souvent de poste. Vous ne devriez pas. Si vous regardez un match de quelque chose, vous ratez ainsi, par exemple, les plus récents développements dans le domaine de la soupe Chunky. Nouvelles saveurs, plus gros morceaux de viande, cibole ça se mange quasiment avec une fourchette cette affaire-là tellement il y a de stock, et ça satisfait «un appétit de la NFL».

Vous n'avez jamais éprouvé un appétit de la NFL? Selon des sources, il s'agit d'un truc énorme. Les Patriots de New England en seraient atteints. Depuis qu'ils se sont fait pincer à espionner les voisins dans le condamnable espoir de les entrapercevoir en petites culottes, les Pats, et particulièrement leur boss Bill Belichick (celui qui découpe avec des ciseaux très mal aiguisés les manches de ses kangourous — tinyurl.com/3xvh6g), ont entrepris de faire passer un message ressemblant grosso modo à celui-ci: ah, vous pensez que si on était si bons ces dernières années, c'est parce qu'on trichait? Venez donc un peu par ici, on a quelque chose à vous montrer.

Et cela donne à peu près ceci: dimanche, avec 11 minutes à jouer et une avance de 38-0, 4^e essai et une verge à faire à la ligne de 7 des Redskins, pas de tentative de placement, mais plutôt Tom Brady lui-même qui court pour un premier jeu. Deux jeux plus tard, une passe de touché pour faire 45-0. Ça fini 52-7. Ils ne veulent pas gagner, ils veulent démolir. Et ils démolissent. Ils présentent maintenant un dossier de 8-0 avec 331 points marqués et 127 accords. Il appert que l'appétit de la NFL est très difficile à combler, jusques et y compris avec de gros morceaux de viande. (D'ailleurs, si vous m'autorisez une parenthèse didactico-alimentaire, il a été démontré que si l'équipe en proie à un appétit de la NFL se sustente du mieux qu'elle peut à la fourchette, ses victimes se ramassent à la petite cuillère dans une atmosphère à couper au couteau. C'est pas des farces.)

Soit dit en trépassant, l'un des principaux porte-parole de la soupe Chunky cette année est Matt Hasselbeck, le quart-arrière des Seahawks de Seattle. Ou plutôt sa maman. Dans l'annonce, maman Hasselbeck emmène les joueurs au stade dans sa mini-fourgonnette et leur sert de la soupe Chunky. Vous, c'est votre affaire, mais moi, une maman qui sert de la bouffe en canne à son fils, ça m'a toujours fait un petit quelque chose m'incitant à m'en procurer illico. Ce qui nous rappelle que dans le temps, y avait pas de ces trucs, le gars allait au batte tout seul. Prenez Maurice Richard, par exemple: sa pub de Grecian Formula est demeurée visée dans le mental de quantité d'amateurs de hockey. Le Rocket expliquait que la transformation avait été graduelle et qu'il avait gardé «juste un peu de gris» dans la région, un élément positif puisque «les femmes aiment bien ça». Puis un autre personnage intervenait et lui disait: «Hé Don Juan, deux minutes au banc». Et tout le monde partait à rire. C'était franchement très très bon.

Mais là ne se trouve pas le sujet du propos. Le propos est: étant donné que vous zappez pendant les annonces, vos sympathiques commanditaires qui vous apportent votre match doivent dénicher un autre moyen de vous informer de l'excellence de leurs produits. Or voici ce qui s'est produit pendant la Série mondiale diffusée par le réseau Fox, qui a pris fin dimanche soir — la Série mondiale a pris fin, pas le réseau Fox, ce qui peut du reste être considéré comme relativement dommage — avec la victoire en quatre matchs consécutifs des Red Sox de Boston. (Remarque, si la victoire avait nécessité cinq matchs, ceux-ci eussent été consécutifs aussi, mais personne n'aurait dit «les Red Sox l'ont emporté en cinq matchs consécutifs» parce qu'on nous cache des choses.)

Donc, la chaîne de restaurants gastronomiques Taco Bell organise une promotion appelée *Steal a Base, Steal a Taco*, en vertu de laquelle le premier but volé de la série donnera droit à un taco gratuit à tout le monde pendant une période donnée. Lors du premier match, pas de but volé. Mais cela n'empêche pas les commentateurs de Fox, pendant la rencontre, de jaser de tacos et de ce but volé «qui viendra tôt ou tard». Mieux: Royce Clayton, un réserviste des Red Sox situé dans l'abri de son équipe, est équipé d'un micro et, à un moment, on l'entend discuter de la superbe promotion taco avec son coéquipier Coco Crisp. Pendant que le match se déroule, je le précise. On s'en va ensuite à une annonce de Taco Bell, que vous auriez tout loisir de zapper, mais trop tard, on vous a déjà donné le goût en ta. Rien ne sert de nier, je vous vois saliver d'ici.

Deuxième match, Jacoby Ellsbury finit enfin par voler le deuxième. (Il sera plus tard accueilli au banc par Clayton, toujours muni d'un micro, qui lui racontera tout ce qu'il vient d'accomplir de formidable en matière de tacos.) On se rend ensuite dans les gradins du Fenway Park où, tiens donc, se trouve le «journaliste» de Fox en compagnie, ah ben là tu parles d'un hasard, du grand patron de Taco Bell. Celui-ci entreprend dès lors, puisqu'on lui en donne si gentiment l'occasion, de raconter que cette promotion de tacos est blablablablablaba. Quand il a terminé, le «journaliste» renvoie la parole aux commentateurs du match en mentionnant le slogan publicitaire de Taco Bell.

Voilà, messieurs dames. Bien sûr, ce n'est pas grave. Tout est commandité, et il y a des méthodes bien plus insidieuses de vous salir la tête. De toute manière, on ne montre plus guère de baseball pendant un match de baseball: des tableaux, des bandes défilantes de résultats dans les autres sports, du monde dans les gradins, des joueurs sur le banc qui expectorent à chique que veux-tu, «ce changement de lanceur vous est présenté par Des Morceaux de Viande, Des Morceaux de Viande, c'est bon».

Ce n'est pas grave, mais si vous voulez me faire plaisir, vous devriez recommencer à regarder les annonces.

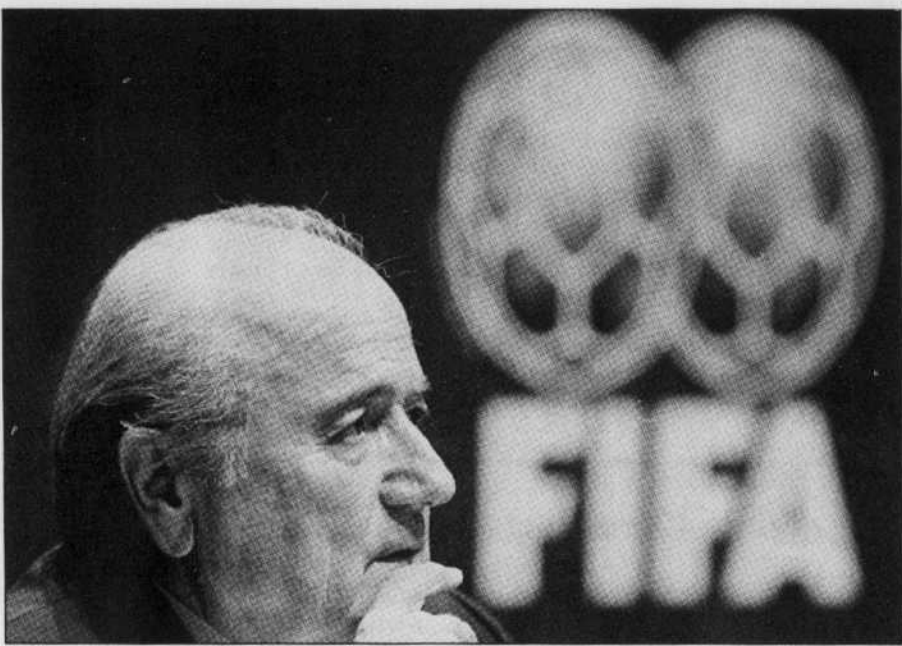
jdion@ledevoir.com

EN BREF

Les partisans des Red Sox fêtent la conquête de la Série mondiale

Boston — La police anti-émeute a dispersé de larges foules autour du Fenway Park hier, après que les Red Sox de Boston eurent remporté la Série mondiale pour la deuxième fois en quatre ans. Une porte-parole de la police a indiqué que 37 arrestations avaient été effectuées pour avoir troublé la paix. Aucune blessure sérieuse n'a été rapportée. Un groupe a renversé une camionnette près du Fenway Park et au moins une automobile a été incendiée. Des jeunes se sont aspergés de bière et quelques-uns ont même escaladé les poteaux des rues. «Deux conquêtes de la Série mondiale en quatre ans, c'est le paradis», a lancé Andrew Dumas, un étudiant de l'université de Boston. La police avait interdit l'accès à Kenmore Square alors que le quatrième match tirait à sa fin à Denver, dimanche soir. Les Red Sox l'ont emporté 4-3 pour balayer la Série mondiale en quatre matchs et ainsi donner le coup d'envoi aux festivités qui culmineront aujourd'hui avec le traditionnel défilé de la Série mondiale. — AP

Fin du système de rotation



MICHAEL BUHOLZER REUTERS

LE COMITÉ exécutif de la FIFA a voté hier «en faveur de l'abandon du système de rotation entre les six confédérations pour l'attribution des Coupes du monde», a annoncé à Zurich le président de la Fédération internationale Joseph Blatter lors d'une conférence de presse. La FIFA a toutefois conservé une règle restrictive: «Les pays appartenant à une confédération ayant organisé l'une des deux dernières éditions n'ont pas le droit de se porter candidats», poursuit-elle. Organisatrice du Mondial 2010, l'Afrique du Sud avait été la première bénéficiaire de cette politique de rotation. Le Brésil est le seul candidat à l'organisation de la Coupe du monde 2014. Aujourd'hui, «le Comité exécutif pourrait confirmer que l'épreuve suprême se déroulera au pays quintuple champion du monde dans sept ans», apprend-on de même source. La fin de la rotation pourrait profiter à l'Angleterre, pour une éventuelle candidature à l'épreuve 2018. Outre l'Angleterre, d'autres pays se sont montrés intéressés: un pari combiné Pays-Bas/Belgique, la Chine, l'Australie, le Mexique et les États-Unis.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est					
	G	P	DPF	BP	Pts
Ottawa	9	1	0	34	19
Montréal	6	2	2	35	27
Toronto	5	5	3	47	52
Boston	6	4	0	25	24
Buffalo	5	5	0	36	34

Section Atlantique

	G	P	DPF	BP	Pts
Philadelphie	7	3	0	35	22
Pittsburgh	5	4	1	30	33
N.Y. Islanders	5	4	0	26	33
N.Y. Rangers	4	6	1	19	22
New Jersey	3	6	1	22	34

Section Sud-Est

	G	P	DPF	BP	Pts
Caroline	7	2	3	47	31
Tampa Bay	5	4	1	33	30
Washington	5	6	0	31	30
Floride	4	7	0	27	34
Atlanta	3	8	0	24	45

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

	G	P	DPF	BP	Pts
Detroit	8	2	1	40	27
Columbus	6	3	1	28	20
St. Louis	6	3	0	27	20
Chicago	5	6	0	29	32
Nashville	4	6	0	25	33

Section Nord-Ouest

	G	P	DPF	BP	Pts
Minnesota	7	2	2	28	24
Colorado	7	4	0	36	31
Calgary	5	3	3	37	36
Vancouver	5	6	0	30	34
Edmonton	5	7	0	29	40

Section Pacifique

	G	P	DPF	BP	Pts
San Jose	6	5	1	29	29
Dallas	5	4	2	30	28
Los Angeles	6	6	0	39	38
Anaheim	4	7	2	27	35
Phoenix	3	6	0	20	28

Hier

Washington 7 Toronto 1
N.Y. Rangers 3 Tampa Bay 1
San Jose 4 Dallas 2

Aujourd'hui

Pittsburgh au Minnesota, 19h
Atlanta à Montréal, 19h30
Phoenix à St. Louis, 20h30
Nashville à Calgary, 21h
Detroit à Edmonton, 21h

Demain

Tampa Bay au New Jersey, 19h
Caroline en Floride, 19h30
Chicago à Dallas, 20h30
Columbus à Los Angeles, 22h30

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Section Est

	G	P	N	PP	PC	PTS
x-Toronto	10	7	0	399	323	20
x-Winnipeg	9	7	1	419	387	19
x-Montréal	8	9	0	381	413	16
é-Hamilton	2	15	0	294	496	4

Section Ouest

	G	P	N	PP	PC	PTS
cx-C.-B.	13	3	1	517	355	27
x-Saskatchewan	12	5	0	517	393	24
x-Calgary	7	9	1	449	502	15
é-Edmonton	5	11	1	381	488	11

c - champion de section

é - éliminé d'une place en séries éliminatoires

x - se qualifie en vue des séries éliminatoires

Vendredi 2 novembre

Montréal à Winnipeg, 20h

Samedi 3 novembre

Toronto en Saskatchewan, 15h
Edmonton à Hamilton, 19h
Calgary en C.-B., 22h

Fin du calendrier des matchs de la saison régulière 2007 de la LCF

MOTS CROISÉS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

HORIZONTALEMENT

- Convoyer - Morceau de poulet.
- Taciturne - Simplicité.
- Sage - Sous un navire.
- Ancienne affirmation - Ecorchure.
- Berge - Vêtement.
- Cheville fixée en terre - Rudesse.
- Bat le pavé - Du verbe être - Peur d'acteur.
- Mesurer - A six faces - Drame lyrique.
- Sectaire.
- Crawl - Inexistant - Dans l'alphabet grec.
- Séparation - Manipuler.
- Éclopé - Bouquiné.

VERTICALEMENT

- Vif accès de colère.
- Envoûteuse - Habitant.
- Grivois - Malaises.

- Averse - Prénom d'Hemingway.
- Crier comme un cerf - Film de Spielberg - Erbium.
- Linge de table.
- Complets - Poisson des mers froides.
- Elle n'est pas très large - Prolongation.
- Cheville fixée en terre - Rudesse.
- (S') enivrer - Il nous fait des confidences.
- Allongé - Qui dure douze mois.
- Dernier repas - Quote-part - Est peu profond.

1	C	H	A	L	O	U	P	E	F	E	
2	L	A	M	E	N	T	A	T	I	O	N
3	O	M	I	S	I	N	O	S	I	T	E
4	P	A	S	T	E	L	V	A	S	E	
5	O	C	E	L	L	I	M	E	R	A	R
6	R	I	R	I	S	E	D	O	R	E	
7	T	O	M	M	E	L	L	E	P	E	T
8	E	M	P	O	I	S	O	N	N	E	O
9	B	A	I	N	O	N	O	N	O		
10	C	R	I	S	E	S	U	S	E	R	
11	A	E	R	I	E	N	N	E	P	I	N
12	B	R	E	F	S	A	R	I	L	L	E

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 6/-7	Sol 8/-2	Londres	Sol 13/7	Sol 15/8
Moncton	Sol 8/-2	Sol 10/5	Los Angeles	Var 22/11	Sol 22/12
Saint-Jean	Sol 9/2	Sol 10/7	Mexico	Sol 18/6	Sol 20/6
Toronto	Sol 16/9	Var 17/1	New York	Sol 17/10	Sol 17/13
Vancouver	Sol 10/3	Var 8/7	Paris	Var 10/6	Nua 12/5
Winnipeg	Nua 11/-3	Nua 5/-3	Tokyo	Nua 19/18	Plu 18/17

Montréal	Ce soir	Demain	Judi	Vendredi
Aujourd'hui 12	3	14/1	12/-3	7/-1
Passages nuageux.	Généralement dégage.	Ciel variable.	Quelques averses, pdp 40%.	Ensoleillé

Vos prévisions météo à temps en tout temps sur www.meteo-media.com